



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC**

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes
partagés (XL)

4C1, Place du Portage Phase III

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet DISABILITY CASE MANAGEMENT SYSTEM	
Solicitation No. - N° de l'invitation M7594-164700/B	Amendment No. - N° modif. 001
Client Reference No. - N° de référence du client M7594-164700	Date 2017-08-31
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XL-129-31753	
File No. - N° de dossier 129x1.M7594-164700	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-10-03	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Riopel, Andrea	Buyer Id - Id de l'acheteur 129x1
Telephone No. - N° de téléphone (873) 469-3984 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 953-3703
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

SOLUTION POUR LA GESTION DES CAS D'INVALIDITÉ

Cette modification n° 001 est émise afin de :

- (1) Répondre aux questions soulevées par l'industrie.
- (2) Modifier la demande de proposition (DP).

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question n° 1

Question 1 : L'exigence M1-M établit ce qui suit : « L'entrepreneur doit compter au moins trois années d'expérience de la conception, de l'hébergement et de la maintenance d'une solution de GCI Web clé en main, qui héberge plus de 3 000 dossiers de gestion de cas d'invalidité et prend en charge plus de 50 clients... » En raison d'exigences de sécurité et de planification de la mise en oeuvre et d'autres exigences uniques liées à l'approvisionnement du gouvernement du Canada, il est courant que les fournisseurs de logiciels se fondent sur les intégrateurs de systèmes pour donner ces réponses.

Dans une situation de ce genre, le fournisseur de logiciels serait un sous-traitant du fournisseur principal.

En réponse à l'exigence M1-M, si l'entrepreneur n'est pas le fournisseur de logiciels, peut-il utiliser les références du fournisseur de logiciels pour la gestion de cas d'invalidité? Nous proposons la modification suivante à l'exigence M1-M :

« L'entrepreneur ou fournisseur du produit du système de gestion de cas d'invalidité proposé doit compter au moins trois années d'expérience de la conception, de l'hébergement et de la maintenance d'une solution de GCI Web clé en main, qui héberge plus de 3 000 dossiers de gestion de cas d'invalidité et prend en charge plus de 50 clients... »

Réponse n°1

Voir la modification 1

Question n° 2

Question 2 : Les exigences M2-M établissent ce qui suit : « L'entrepreneur doit fournir une description détaillée de deux projets auxquels l'entrepreneur a travaillé avec des organisations de grande envergure afin de comprendre leurs exigences en matière de gestion de cas d'invalidité et de configurer la solution

de GCI en conséquence. » La Couronne peut-elle confirmer que pour l’exigence M2-M, l’« entrepreneur » doit être l’organisation qui fournit la réponse?

Réponse n°2

Oui, c’est confirmé. L’entrepreneur doit être l’organisation qui présente la soumission. Aux termes des conditions générales 2030 (2016-04-04) – Besoins plus complexes de biens –, l’entrepreneur signifie la personne, l’entité ou les entités énumérées dans le contrat afin de fournir au Canada les biens, les services ou les deux.

MODIFICATIONS À LA DEMANDE DE SOUMISSIONS

Modification n° 1

À l’ANNEXE A – Énoncé des besoins

SUPPRIMER : Exigences obligatoires en matière de gestion M1-M

INSÉRER : à M1-M

L’entrepreneur ou le concepteur de logiciels du système de gestion de cas d’invalidité doit compter au moins trois années d’expérience de la conception, de l’hébergement et de la maintenance d’une solution de GCI Web clé en main, qui héberge plus de 3 000 dossiers de gestion de cas d’invalidité et prend en charge plus de 50 clients. Les entrepreneurs doivent fournir les détails suivants quant à la façon dont l’expérience a été obtenue :

1. nombre d’années depuis lesquelles la solution de GCI est offerte;
2. nombre de dossiers de gestion de cas d’invalidité que la solution de GCI héberge;
3. nombre de clients pris en charge par la solution de GCI.

TOUTES LES AUTRES CONDITIONS DE LA PRÉSENTE DEMANDE DE SOUMISSIONS DEMEURENT INCHANGÉES.